



Onze ans après les accords de paix, le Guatemala subit la guerre sociale

Par [Sergio Ferrari](#)

Mondialisation.ca, 23 juillet 2007

[Le courrier](#) 23 juillet 2007

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)
Thème: [Droits humains et État policier](#)

Menacée pour ses écrits, la journaliste Marielos Monzón estime que son pays ne connaît toujours pas de démocratie réelle.

Près de onze ans après la signature des accords de paix entre le gouvernement et la guérilla [1], la violence continue de frapper quotidiennement le Guatemala. Par moment, « *la guerre semble continuer* », témoigne la journaliste Marielos Monzón. En 2005, cette jeune femme de 37 ans s'était vu décerner le « Prix du journalisme des droits humains sous la menace » par Amnesty International. L'ONG l'a récemment invitée en Suisse pour témoigner. « *Bien que les accords de 1996 aient représenté une avancée pour notre pays, ils n'ont été que partiellement appliqués* », juge Mme Monzón, aujourd'hui collaboratrice de la presse écrite, après avoir animé durant plusieurs années l'un des programmes d'analyse politique les plus écoutés à la Radio Université San Carlos.

« *Démocratie formelle* »



Marielos Monzón

Parmi les points positifs de cette phase de transition, la journaliste pointe « la démobilisation des participants au conflit et les quelques mesures prises pour favoriser leur réinsertion dans la vie civile ». Elle parle aussi d'un « certain fonctionnement démocratique formel ».

Cette démocratie « en couveuse » n'enthousiasme cependant pas les secteurs populaires, précise Mme Monzón. Le 9 septembre 2007 auront lieu les élections présidentielles et le renouvellement des 158 députés du Congrès, « *mais aucune des deux forces que les sondages donnent comme vainqueur possible ne constitue une alternative ou une différence par rapport aux sortants* », remarque Mme Monzón.

Pour elle, l'examen du passé et du présent rappelle que « *les solutions concrètes aux problèmes structurels qui ont causé la guerre* » se font toujours attendre. Par exemple, il existe depuis toujours « *une concentration abusive de la terre et de la richesse ; il n'y a pas*

eu de réforme agraire ; les peuples indigènes et les femmes continuent d'être marginalisés ».

Violence quotidienne

Une réalité où « les droits humains, économiques et sociaux sont constamment violés, où le niveau de pauvreté croît de manière inquiétante, résultat additionnel du Traité de libre commerce et de la concentration extrême du pouvoir économique », estime-t-elle. Selon diverses études officielles, 2% des Guatémaltèques contrôlent 70% des terres, utilisées prioritairement pour des produits d'exportation. Les statistiques officielles, elles, parlent de 96% de producteurs agricoles travaillant 20% de la terre, essentiellement pour une agriculture de subsistance.

Mme Monzón ajoute que le Guatemala continue de connaître une violence quotidienne « propre à un pays en guerre ». Si le conflit militaire, d'une durée de quarante ans, a pris fin en 1996, après avoir causé 200 000 victimes, la réalité actuelle n'est pas très différente. Selon les études effectuées par divers organismes de défense des droits humains, 39 315 personnes ont péri de mort violente depuis dix ans. « *Le marché des munitions a triplé par rapport à l'époque de la guerre* », relève la journaliste.

Logiquement, la situation des défenseurs des droits humains s'en trouve également affectée. Selon le Centre d'études guatémaltèques, durant les trois dernières années du mandat présidentiel d'Oscar Berger, on a dénombré 629 agressions contre des militants [2]. Un chiffre encore supérieur aux 482 cas dénoncés à l'époque du précédent gouvernement d'Alfonso Portillo - considéré comme un représentant de la droite dure.

Malgré toute la complexité de la situation guatémaltèque, « il y a des signes d'espoir significatifs dans mon pays », conclut Mme Monzón. « *Le point principal, c'est l'organisation de la population, malgré cette démocratie limitée et la capture de l'Etat par le pouvoir économique.* » Et plus particulièrement, « *l'organisation de trois acteurs principaux : les femmes, les peuples indigènes et les paysans, dont je considère qu'ils vont devenir les principaux acteurs du changement dans mon pays* ».

Elections générales en septembre

Par Bénito Pérez

Près de six millions de Guatémaltèques sont appelés aux urnes en septembre pour l'élection du président et du vice-président qui conduiront l'Etat centraméricain dès janvier 2008. Députés nationaux et maires seront également renouvelés, lors de ce troisième scrutin tenu depuis la fin de la guerre civile il y a onze ans.

Dans la course à la présidence, quatre candidats semblent pour l'heure se détacher sans qu'aucun ne convainque toutefois réellement. En tête des sondages avec quelque 25% des intentions de vote, l'entrepreneur Alvaro Colom a la particularité de s'être déjà présenté en 1999 sous l'étiquette de l'Alliance nouvelle nation (ANN), une coalition de gauche comprenant - à l'époque - l'ex-guérilla de l'URNG. En 2003, le fringant quinquagénaire avait échoué lors du second tour à la tête de l'Unité nationale de l'espérance (UNE), un parti centriste qui propose de renforcer la compétitivité de l'économie guatémaltèque tout en assurant un filet social.

Sur sa droite suivent, dans l'ordre, le sécuritaire Otto Pérez Molina (de 11% à 16%), un général à la retraite présenté par le Parti patriote (PP), et Alejandro Gimmattei (5%-7%), de la Grande alliance nationale (GANAN), candidat de la bourgeoisie d'affaires et favori de l'actuel mandataire Oscar Berger, un fidèle allié de George W. Bush.

A égalité avec M. Gimmattei, l'actuelle « ambassadrice aux accords de paix » et prix Nobel de la paix, Rigoberta Menchú, se présente, elle, à la tête de Rencontre pour le Guatemala (EG). Son discours indigéniste et féministe ne lui a pas rallié les petites formations de gauche ANN et URNG, qui mettent en doute son programme économique aux contours flous. Ces deux partis présentent chacun leur candidat, mais concurrencés par M. Colom et Mme Menchú, l'ancien guérillero Pablo Monsanto (ANN) et le journaliste Miguel Angel Sandoval (URNG) auront bien de la peine à exister durant la campagne.

Notes:

1. Les différents mouvements de guérilla ont constitué en 1981 l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG), devenue aujourd'hui un parti politique minoritaire.
2. Selon le rapport annuel commun de l'OMCT et de la FIDH, le Guatemala est le second pays d'Amérique en terme d'attaques contre les défenseurs des droits humains derrière la Colombie.

Le Courrier, Mai 2007.

La source originale de cet article est [Le courrier](#)

Copyright © [Sergio Ferrari](#), [Le courrier](#), 2007

Articles Par : [Sergio Ferrari](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca